

Les nouvelles des
régions sont en page 4

CNAHES *la lettre*

Conservatoire National des Archives et de l'Histoire de
l'Education Spécialisée CNAHES

29, rue Gabrielle, 75018 PARIS

Rép/Fax 01 44 07 02 33 - e-mail m.gardet@noos.fr

Site <http://buweb.univ-angers.fr/EXTRANET/CNAHES>

N° 10 - février 2002

Editorial

Pour le CNAHES, cette nouvelle année s'ouvre sur des perspectives prometteuses mais aussi sur des questions que nous ne pouvons laisser dans l'ombre, si du moins nous voulons rester fidèles à notre finalité.

Du côté des promesses nous placerons le développement croissant des archives de notre CAPEA et, surtout, la possibilité que nous avons de pouvoir ouvrir dès maintenant, grâce à une subvention de la Protection Judiciaire de la Jeunesse accordée pour cette année, un demi-poste destiné à les valoriser. D'autre part, nous approfondissons tant au plan national qu'en liaison avec les travaux des régions, notre réflexion sur deux autres moyens destinés à compléter la mémoire ainsi archivée : il s'agit du multidictionnaire et de la préparation pour 2003 d'un séminaire sur la mémoire.

Du côté des ombres, il ne faut pas nous cacher l'immensité de la tâche par rapport à la faiblesse de nos moyens, si du moins nous ne voulons pas nous contenter de "gérer" des fonds pouvant servir d'instruments aux chercheurs, étudiants, formateurs ou universitaires qui auraient le temps et la compétence pour écrire l'histoire.

Il s'agit au CNAHES de bien autre chose que nous résumons en quelques lignes : les vrais destinataires de notre activité sont, en première ligne, les éducateurs et les personnels de toutes catégories qui, dans les établissements et services, sont en relation directe avec des jeunes et des personnes inadaptées et handicapées. Ce sont eux qui, par leur action quotidienne au long cours, transmettent les valeurs dont la mémoire que nous récoltons - qu'elle soit archivée ou non - est porteuse.

La question est : comment une petite organisation comme la nôtre peut-elle atteindre les personnes, établissements et services dans l'immensité du champ qu'ils constituent ?

Je souhaite donc que l'année 2002 nous permette de trouver le chaînon manquant pour rendre opératoire le rapport entre "archives-histoire-mémoire" et les pratiques éducatives actuellement à l'œuvre sur le terrain. Ce faisant, pas question de chercher à ressusciter un passé révolu : il nous faut au contraire explorer les moyens les plus actuels de médiation, communication, réseaux, internet etc. Osons agir, inventer, imaginer des moyens !

L'essentiel est de savoir comment "conserver" en la réalisant notre finalité de "transmission" d'un patrimoine de valeurs qui se construit tout en se transmettant. C'est cela qui motive les retraités actifs qui nous ont rejoints. Il nous faut maintenant trouver nos interlocuteurs là où ils sont, là où nous étions, qui vivent, agissent et souffrent avec et pour des "sujets" qui n'ont pas, ou si peu, la parole.

Marc Ehrhard

Retenez bien cette date

**l'assemblée générale annuelle du
CNAHES**

a été fixée au

samedi 1^{er} juin 2002

comme d'habitude, elle sera précédée d'une

journée d'étude

dont le programme sera communiqué ultérieurement

la région Alsace

nous accueillera à **Strasbourg**

TRAVAUX D'ETUDIANTS SUR LES FONDS CNAHES (1)

Nous entamons ici la publication de résumés de travaux de maîtrise, de DEA ou de DESS poursuivis par les étudiants en histoire ou archivistique de l'Université d'Angers à partir des fonds du CNAHES, sous la direction de Jacques-Guy Petit, Eric Pierre et Valérie Poinssotte, avec la participation active de Mathias Gardet, responsable du CAPEA. Ces résumés ont été établis par les étudiants. Cependant, ne disposant que d'un espace limité, nous avons dû procéder à quelques coupures qui, nous l'espérons, n'en altèrent pas le sens.

Morgane BEDIEE, Vasile Stanciu et la Société internationale de prophylaxie criminelle : Une association au service de son fondateur. Maîtrise histoire et classement, Université d'Angers, 2001, 2 volumes.

Avant de commencer notre travail de recherche historique, nous avons classé le fonds 18C (Vasile Stanciu) du CAPEA en prenant garde de séparer autant que possible les archives personnelles des archives associatives ; ce qui nous a permis de mieux cerner le personnage et de mieux comprendre son existence¹.

Né en 1900 en Roumanie, Stanciu fit des études de philosophie et de droit avant de se lancer dans la vie politique et d'être élu député en 1928. Avocat de renom, il défendit à plusieurs reprises les militants communistes. Il s'intéressa à la criminologie et développa une nouvelle théorie en matière de plaidoyer

Pour s'opposer à l'arrivée « par la force » des communistes au pouvoir, il quitta la Roumanie en 1947 et obtint un poste de diplomate à la légation de Roumanie en Suisse, avant de choisir la France comme pays d'exil, en 1948.

Après avoir été le secrétaire général de la Société internationale de criminologie, V. Stanciu décida de créer, avec la collaboration de Maxime Laignel-Lavastine, une nouvelle association en 1952 : ce fut la Ligue de défense de l'homme contre le crime (LDHC), qui avait pour volonté première d'essayer de comprendre quels étaient les facteurs criminogènes et les éléments qui étaient responsables des actes de délinquance.

En 35 années d'existence, l'association évolua plus dans sa terminologie et dans ses concepts que dans ses activités. En effet, la LDHC revêtait initialement un aspect pénal et juridique basé particulièrement sur la volonté de mettre au point un meilleur système de protection de la société. Puis la LDHC se transforma en Société internationale de prophylaxie sociale pour acquérir un caractère médical et scientifique. Dès lors il ne s'agissait plus de réprimer mais d'aider les personnes victimes de déviances grâce à un traitement individualisé. Enfin, en 1962, l'association devint la Société internationale de prophylaxie criminelle (SIPC) et décida de

ne plus s'intéresser qu'aux problèmes de la délinquance et de la criminalité.

Pour atteindre ses buts et pour diffuser les nouvelles connaissances en matière de criminologie et de prévention du crime, l'association mit en place des colloques, des conférences, des journées d'études, des congrès et édita une revue intitulée *Etudes internationales de psycho-sociologie criminelle*. Elle souhaitait aussi fonder des établissements de prévention de la délinquance pour enfants et adolescents susceptibles de devenir des délinquants. Pour acquérir une plus grande notoriété, la SIPC fit appel à des personnalités éminentes et reconnues du monde médical et juridique tels Georges Heuyer, Jean Graven...

Les cours donnés dans les écoles d'anthropobiologie et d'anthropologie, les colloques, les congrès et les *Etudes internationales de psycho-sociologie criminelle* étaient de véritables tribunes d'expression pour V. Stanciu. Ils étaient pour lui un moyen de se faire connaître et de diffuser ses théories en matière de criminologie mais aussi de victimologie.

En effet, dans les années 1980 l'association ne s'intéressa plus aux seuls criminels mais une de ses préoccupations principales fut l'étude des victimes, ce qui explique que V. Stanciu est parfois considéré comme le fondateur de la victimologie française. Développer la victimologie apparaissait comme un moyen nouveau de lutter contre le crime car il semblait à V. Stanciu que les victimes, par leur comportement, incitaient les actes criminels envers leur personne. Il pensait que, de la même façon qu'il y avait du récidivisme chez les criminels, il y avait de la récidive de la part des victimes.

MENARD Claire, Les congrès de la fédération internationale pour l'économie familiale, 1922-1972. Maîtrise histoire et classement, Université d'Angers, 2001.

En septembre 2000, intéressée par l'histoire sociale, j'ai décidé dans le cadre de ma maîtrise d'histoire, mention archives, de classer le fonds de la Fédération internationale pour l'Economie familiale, déposé depuis 1998 au CAPEA. Quelle est donc cette fédération, quelle est l'intérêt historique d'une étude sur celle-ci ?

Cette fédération est née en 1908 à Fribourg sous le nom de fédération internationale de l'Enseignement ménager (FIEM). Elle rassemble de nombreux pays d'Europe et d'Amérique, afin de développer dans tous les pays l'enseignement ménager pour améliorer le bien-être de la famille par l'éducation de la femme. En 1955, la FIEM s'installe à Paris. En 1972, elle devient la Fédération internationale pour l'Economie familiale (FIEF). C'est lors de sa dissolution en 1996 qu'elle décide de déposer ses archives (6 m.l.) et sa bibliothèque au CAPEA (20 m.l.). Ce fonds est très riche car il possède des documents de nature

¹ Ce fonds est susceptible d'intéresser toute personne travaillant sur la criminologie en général (voir l'index matières pour les sujets précis étudiés par Vasile Stanciu), les exilés roumains en France, les relations franco-roumaines et helvète-roumaines, la sociologie du crime, les grandes affaires judiciaires du XX^{ème} siècle, les problèmes liés à l'immigration, les relations entre les organisations internationales et les sociétés et associations intellectuelles et scientifiques, ou encore les politiques de prévention de la délinquance et de lutte contre le crime... tant de sujets qui reflètent son intérêt historique. Il existe aussi une bibliothèque très riche (18 mètres linéaires), contenant de nombreux ouvrages annotés et précieux du fait des anciennes éditions, et des langues dans lesquelles ils ont été publiés.

différente : documents écrits officiels, cahiers personnels de membres, photographies, bandes sonores, ainsi que de la documentation étrangère. Cependant, lors d'un déménagement de nombreuses archives, dont la correspondance, ont été détruites et ce fonds a donc de grosses lacunes. La rencontre avec d'anciennes membres par leurs dons de documents et leurs témoignages a permis de combler une partie de ce manque. Suite à ce classement, un instrument de recherche a donc été réalisé.

J'ai donc choisi de consacrer une étude historique aux congrès de la FIEM de 1922 à 1972. Cette étude a tenté d'expliquer le rôle des congrès dans cette fédération, c'est-à-dire, leur organisation, leurs objectifs et leur impact. De plus, à travers l'étude des thèmes des congrès, il a fallu expliquer et comprendre le passage de l'enseignement ménager à l'économie familiale. Jusqu'à la fin de la guerre, la FIEM a un discours plutôt conservateur basé sur le retour de la femme au foyer. Cependant, à partir de 1954, la FIEM devient une ONG et ses actions se tournent surtout vers la famille, les jeunes, les personnes âgées, handicapées, c'est-à-dire les personnes qui ont des difficultés à s'intégrer dans la société. Enfin, la FIEF travaille surtout vers les pays en voie de développement dans le cadre d'un programme de nutrition et d'amélioration de l'habitat.

Nouvelles d'ici et d'ailleurs

● Sous le titre "Mémoire et histoire", les actes du forum mémoire de Marseille du 12 mai 2001 viennent d'être publiés. Rappelons que cette journée avait été organisée conjointement par le CNAHES et l'Association provençale pour la recherche en histoire du travail social. Jacques Gauneau en avait rendu compte dans le numéro précédent de *la Lettre*.

● La revue *Sauvegarde* publiera au printemps 2002 un numéro consacré à "La place de l'histoire dans la formation de l'éducateur spécialisé". On y trouvera nombre d'articles de membres du CNAHES.

● *Le temps de l'histoire*, revue de l'AHES-PJM, a publié un numéro spécial hors série sur le thème "Histoire et justice, panorama de la recherche".

Rappelons que le numéro précédent de la même revue était consacré à "L'enfant de justice pendant la guerre et l'immédiat après-guerre".

● Les 28 et 29 juin prochains, sera célébré à Boulogne-sur-Mer le centenaire de la "Maison des Enfants de la Marine".

● Le "groupe d'étude - histoire de la formation des adultes" (GEHFA) est maintenant doté d'un site internet :

<http://gehfa.com>

● Erratum. Par suite d'une erreur dont nous la prions de nous excuser, notre amie Nelly Deramoudt a été présentée dans le compte-rendu des activités du CAPEA, in *la Lettre* - numéro 9, comme assistante sociale. Elle est en réalité formatrice spécialisée et diplômée de l'Ecole nationale de la Santé publique.

L'inauguration du centre d'exposition "Enfants en justice"

Le 14 décembre 2001, grand branle-bas au Centre d'Action Educative de la Ferme de Champagne à Savigny-sur-Orge : l'Association pour l'histoire de l'Education surveillée et la Protection judiciaire des mineurs (AHES-PJM) inaugure le centre d'exposition "Enfants en justice", réalisé en collaboration avec l'équipe du CAE et grâce au financement et à l'appui constant de la Direction de la PJJ.

C'est un travail persévérant de plusieurs années de l'AHES-PJM qui voit son aboutissement aujourd'hui. La Directrice de la PJJ, Sylvie Perdriolle, rendra hommage à ce travail dans son allocution avant de couper le ruban.

Le centre d'exposition est installé dans l'ancien pavillon d'accueil d'un des premiers centres d'observation publics de l'Education surveillée, ouvert en juillet 1945 et qui a fonctionné comme tel jusqu'au début des années soixante-dix. C'est maintenant un centre d'action éducative et il abrite depuis peu en son sein un centre de placement immédiat (CPI).

Le pavillon d'accueil était organisé à l'origine en 18 cellules, appelées par euphémisme chambrettes et recevait pour un premier tri les mineurs ensuite répartis dans les différents groupes. Mathias Gardet historien et maître d'œuvre du projet, que nous connaissons bien au CNAHES, a privilégié une approche thématique mettant en valeur les collections d'archives, d'images et d'objets rassemblés et renvoyant aux pratiques et questionnements d'aujourd'hui. Treize thèmes sont ainsi déclinés, chacun d'eux étant présenté dans l'une des cellules : le jugement, la condamnation, la rébellion, la rééducation, la prévention, la confession, la punition, l'observation, la classification, le comptage, la réinsertion, la rédemption, l'évasion.

Un espace de documentation et de recherche est ouvert aux chercheurs, étudiants, élèves éducateurs et à toute personne intéressée par cette histoire.

Le centre d'exposition est dirigé par un éducateur de la PJJ spécialiste d'histoire contemporaine, Jean-Luc Einaudi.

Le centre peut accueillir des groupes (scolaires ou étudiants entre autres) de 15 à 20 personnes. La visite commentée dure d'une à deux heures, avec projection d'un film d'introduction et possibilités d'échange après la visite.

Contact : Jean-Luc Einaudi - CAE Ferme de Champagne (Centre d'exposition), rue des Palombes, BP 119, 91605, Savigny-sur-Orge.

Tél. 01 69 54 24 14 - Fax 01 69 54 24 66.

Bonne visite !

Roger Bello

NOUVELLES DES RÉGIONS

● Alsace

Journée de rencontre et d'étude régionale du 11 octobre 2001 à Strasbourg - "Le rapport au temps des travailleurs sociaux : questions actuelles, mémoire du passé et perspectives"

Cette journée était conçue comme inter-centres de formation, cinq écoles y ont participé : ISSM et CFEJE Mulhouse, ESTES et CFEJE Strasbourg, IFCAAD Schiltigheim ; comme interprofessionnelle, avec des éducateurs de jeunes enfants, des moniteurs éducateurs, des éducateurs spécialisés et des assistants sociaux ; comme intergénérationnelle enfin, avec des étudiants et des travailleurs sociaux en exercice ou à la retraite.

La participation a été importante avec plus de 200 étudiants, éducateurs des différentes spécialités et assistants sociaux et avec plus de 50 personnes non étudiantes, pratiquement toutes de formation éducative.

Les professionnels ont beaucoup apporté à la journée. Se pose donc la question du renforcement de leur intérêt pour nos travaux et de leur participation plus régulière. Se pose aussi la question de l'introduction d'autres professions sociales, comme les aides médico-psychologiques ou les conseillères en économie sociale et familiale.

La table ronde du matin a été précédée par une courte scénette extraite d'une pièce réalisée par les enfants des écoles de la vallée de la Bruche, dite par André Lehmann. Elle a été suivie de l'exposé de Gilbert Vincent, philosophe à l'Université Marc Bloch. L'après-midi, après le travail en ateliers, une nouvelle table ronde a réuni l'ensemble des participants.

Des étudiants ont fait part de leurs interrogations et de celles de leurs collègues, produit des travaux de recueil de la mémoire de travailleurs sociaux réalisés au cours de l'année, et de leurs expériences de stage. Ils ont aussi fait savoir leur satisfaction de pouvoir entendre des professionnels anciens et actuels, venant d'horizons aussi divers et d'expérience aussi variée et de pouvoir débattre avec eux.

Nous constatons, par ailleurs, la difficulté à intéresser davantage les anciens à ce travail de mémoire. C'est pourquoi nous nous tournons vers les professionnels en activité, qui sont d'une autre génération, mais dont bon nombre vont prendre à leur tour leur retraite dans les prochaines années.

● **Lorraine** *Dernière minute* : au moment de boucler ce numéro de la *Lettre*, nous recevons de très bonnes nouvelles de la région Lorraine, qui s'est mise "en ordre de marche".

Nous publierons le premier compte-rendu qu'elle nous a adressé dans le prochain numéro.

● Ile-de-France

Depuis novembre 2000, l'équipe du CNAHES Ile-de-France s'est étoffée peu à peu. Elle rassemble maintenant une vingtaine de personnes et a pu ainsi s'atteler à plusieurs projets. Deux commissions ont été créées : archives et recherche.

La commission archives a pris contact avec plusieurs écoles de la région : l'E.F.P.P. rue Cassette à Paris (6ème), l'I.R.T.S. de Paris avenue Parmentier (10ème), l'I.S.I.S. à Neuilly-sur-Marne.

L'I.R.T.S. et I.S.I.S. ont donné leur accord pour que le CNAHES procède sur place à l'archivage de leurs documents. Ces chantiers seront lancés à la fin du premier trimestre 2002. La décision de l'E.F.P.P. n'est pas encore prise, mais nous avons bon espoir qu'elle sera positive.

Parallèlement, un chantier "récupération d'archives" est engagé à l'AVVEJ (Association Vers la Vie pour l'Education des Jeunes) à Saint-Lambert-des-Bois. Pour le cinquantenaire de cette association, nous avons lancé l'idée de réaliser un abécédaire présentant des fiches sur les lieux, les acteurs, les événements fondateurs de cette association, donnant ainsi des repères à quiconque s'intéresse à l'histoire.

La commission recherche, quant à elle, s'est engagée dans un travail des indicateurs et référentiels théoriques servant d'appui à une compréhension des programmes de formation des écoles d'éducateurs spécialisés en Ile-de-France, ainsi que des projets des équipes institutionnelles dans la période 1940-1970.

*Pierrette Bello et André Weiss,
correspondants Ile-de-France*

● Lyon

Un nouveau groupe régional CNAHES se constitue à Lyon. Il bénéficie pour l'instant de l'aide du secrétariat du CREA (Marie-Noëlle Vaillant). Ses correspondants sont Claude Morizet (04 78 28 24 06) et Jean-Marc Botta (04 78 00 35 61).

Lyon sortirait-il de sa légendaire discrétion ?

la Lettre du CNAHES est adressée à nombre d'amis qui ne sont pas, pas encore, adhérents. Cela représente un lourd effort matériel et financier.

Si vous voulez continuer à la recevoir, pensez à adhérer à l'association ou à renouveler votre adhésion si vous ne l'avez encore fait cette année.

Adhésion individuelle, à partir de 20 Euros.

Association, établissement, service à partir de 50 Euros. Etudiants 8 Euros.

**Chèque à l'ordre du CNAHES,
29 rue Gabrielle, 75018 PARIS**